



COMMUNIQUE N°053 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition a appris avec stupéfaction la décision unilatérale du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 25 mai 2023, d'imposer des restrictions de visa à l'encontre de deux vaillants officiers de l'Armée malienne, pour des actes présumés, sur l'unique fondement du Rapport des Nations Unies sur « les événements de Moura » sans attendre la conclusion des enquêtes judiciaires menées par les autorités maliennes.

Dans son communiqué n°052 du 13 mai 2023, le Gouvernement de la Transition a contesté le rapport biaisé tant sur l'approche que son contenu et a décidé d'ouvrir une enquête judiciaire contre la mission d'établissement des faits pour actes criminels.

Au-delà de la mesure elle-même, sans fondement et injuste, le message que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique véhicule, ainsi que la forme publique de son annonce, portent atteinte à la présomption d'innocence des intéressés et jettent le discrédit sur l'ensemble de l'Institution militaire.

Cette situation s'ajoute à celle créée quelques jours auparavant, le 22 mai 2023, par l'accusation formulée par le Porte-parole du Département d'Etat américain, lors d'un point de presse, et relative à un prétendu rôle que le Mali aurait joué pour faciliter la fourniture d'armes, dans le cadre d'une crise pour laquelle le Mali a observé la stricte neutralité lorsque les aspects substantiels étaient examinés.



En réaction à cette accusation du Département d'Etat, le 25 mai 2023, quelques heures avant l'annonce des sanctions contre les deux officiers Maliens, dans une démarche constructive, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a convié l'Ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Mali, pour lui signifier, entre autres, l'extrême gravité des fausses accusations portées contre la République du Mali. En plus de la nature infondée des allégations, le Gouvernement de la Transition dénonce leur légèreté confirmée par le Porte-parole du Département d'Etat américain. A titre de rappel, ce dernier a avoué lui-même que : « à date, nous n'avons aucune indication que ces acquisitions aient été finalisées ou réalisées ».

A travers cette attitude des Etats-Unis d'Amérique, précédée de leur refus de livrer en 2021, un avion de l'armée de l'air Malienne « le casa » le Gouvernement de la Transition est contrarié par ces actions qui impactent négativement la coopération bilatérale, à un moment où le Mali lutte obstinément contre la junte française, promotrice du terrorisme dans le Sahel.

Saisissant cette occasion, le Gouvernement du Mali rejette avec force l'instrumentalisation et la politisation des droits de l'Homme pour des visées géopolitiques et dénonce la politique des « deux poids deux mesures ». A ce sujet, le Gouvernement de la Transition rappelle au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique son silence troublant, suite au bombardement par la France, le 3 janvier 2021, de paisibles citoyens maliens qui célébraient un mariage à Bounti, malgré que la responsabilité de la France ait été établie par la MINUSMA.

Face à la complexité de la crise sécuritaire au Mali et dans la région, les mesures unilatérales inconsidérées sont contre-productives, voire dangereuses et ne feront que renforcer les groupes terroristes et les forces



obscurantistes qui se sont renforcés, depuis l'intervention militaire en Libye et contre lesquels se battent nos vaillantes FAMA.

Le Gouvernement de la Transition lance un appel au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour l'arrêt de la campagne de désinformation contre le Mali et l'invite à respecter les trois principes définis par SE Le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et qui guident l'action publique au Mali, à savoir :

1. Le respect de la souveraineté malienne ;
2. Le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali ;
3. La prise en compte des intérêts du Peuple malien dans toutes les décisions.

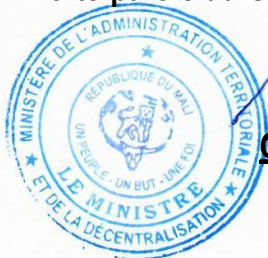
Le Gouvernement de la Transition rassure l'opinion nationale qu'aucune manœuvre ne saurait le pousser à adopter une position partisane, sur fond de tensions géopolitiques, ni compromettre l'œuvre de la Refondation en cours au Mali, ainsi que la montée en puissance des FAMA.

Enfin, le Mali réitère son engagement pour la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le cadre du dialogue et du respect mutuel.

Que Dieu bénisse le Mali et préserve les Maliens!

Bamako, le 27 mai 2023

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,**



Colonel Abdoulaye MAIGA

Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>